

Fünfte Sitzung – Cinquième séance

Montag, 3. Dezember 1990, Nachmittag
Lundi 3 décembre 1990, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Bremi

Wahlprüfung und Vereidigung Vérification des pouvoirs et serment

Präsident: Ich begrüße Sie zur ersten Sitzung der zweiten Sessionswoche.

Herr Nationalrat Prof. Dr. Heinrich Ott hat seinen Rücktritt für den 30. November eingereicht. Wir haben Herrn Ott letzte Woche verabschiedet. Wir schreiten zur Wahlprüfung und zur Vereidigung seines Nachfolgers.

Nussbaumer, Berichterstatter: Das Büro hat die Wahl von Herrn Theo Meyer, geboren 1937, von und in Muttenz, geprüft. Herr Meyer ersetzt unseren Kollegen Heinrich Ott. Herr Meyer ist Architekt und erster Ersatzmann der Liste der Sozialdemokratischen Partei des Kantons Baselland. Der Regierungsrat des Kantons Baselland hat ihn mit Beschluss vom 25. September 1990 als gewählt erklärt. Dieser Beschluss ist im Amtsblatt des Kantons Baselland vom 4. Oktober 1990 veröffentlicht worden. Das Büro hat festgestellt, dass bei Herrn Meyer keine Unvereinbarkeit mit dem Nationalratsmandat besteht. Das Büro beantragt, die Wahl von Herrn Theo Meyer zu validieren.

Präsident: Das Büro beantragt, die Wahl zu validieren. Ein anderer Antrag wird nicht gestellt. Die Wahl wird somit als gültig erklärt.

*Herr Theo Meyer wird vereidigt
M. Theo Meyer pröte serment*

Präsident: Herr Nationalrat Meyer, wir haben von Ihrem Eid Kenntnis genommen und wünschen Ihnen eine gute Arbeit in diesem Rat.

Fragestunde – Heure des questions

Frage 1:

Ruf. Schweizer Botschafter in Deutschland. Amtswürdigkeit

Comportement indigne de l'ambassadeur de Suisse à Bonn

Bereits zum zweiten Mal nach 1989 sorgte der Schweizer Botschafter in Bonn, Alfred Hohl, für unruhliche Schlagzeilen aufgrund übermässigen Alkoholkonsums, indem er in angetrunkenem Zustand seinen Diplomatenwagen lenkte.

Wie nimmt der Bundesrat zu diesem Vorfall Stellung? Ist ein Diplomat, der unser Land durch ein derartiges wiederholtes Fehlverhalten auf sehr zweifelhafte Art vertritt, als offizieller Vertreter der Schweiz noch tragbar? Welche Massnahmen gedenkt der Bundesrat zu treffen?

M. Felber, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral estime que la maîtrise de soi et le comportement dans son ensemble sont des éléments très importants pour tout diplomate suisse, quel que soit son rang. L'inobservation de ces règles constitue une faute grave.

Le chef de mission en Allemagne a lui-même signalé au Département fédéral des affaires étrangères l'article paru dans la

presse de boulevard de Cologne, *l'Express*. Ledit département examine depuis cet avis la question de manière très approfondie. Il se base à cet égard, non seulement sur des déclarations du chef de mission en cause, mais aussi sur la position de différentes institutions allemandes. Cependant, certains documents officiels importants ne nous sont pas encore parvenus.

L'ambassadeur Hohl a droit, comme tout fonctionnaire, à un examen sérieux et objectif des faits qui lui sont reprochés. Qu'il ait été déjà l'objet de critiques publiques à la fin de l'an dernier ne le prive pas de ce droit. Les informations dont nous disposons actuellement indiquent que l'article précité a sans doute exagérément gonflé l'importance d'un contrôle de routine de la police de Cologne. Il n'y a notamment pas de preuve sérieuse qu'il y ait eu un taux d'alcool dépassant les normes légales en vigueur en Allemagne. D'autre part, le Ministère des affaires étrangères allemand ne fait apparemment état d'aucune remontrance.

L'appréciation finale de cette affaire ainsi que la question de ses éventuelles conséquences – il peut y en avoir – interviendront lorsque mon département sera en possession de tous les documents nécessaires que nous avons demandés et que nous évaluerons.

Frage 2:

**Weder-Basel. Grosskatastrophenhilfe Osteuropa
Aide aux populations des pays de l'Est**

Mehreren Staaten Osteuropas droht Hungersnot. Die betroffene Bevölkerung sieht dem kommenden Winter mit grosser Sorge entgegen. Zur Erinnerung: Zur Linderung der Ostschweizer Hungersnot von 1817 spendete Zar Alexander I. 100 000 Goldrubel!

Wie gedenkt der Bundesrat der Solidarität des Schweizervolkes mit der leidtragenden Bevölkerung in den Oststaaten schnell und wirksam Ausdruck zu geben?

Was steht allenfalls einer direkten Hilfe für betroffene Kinder entgegen?

M. Felber, conseiller fédéral: Lors de mes entretiens à Moscou, il y a quelques jours, j'ai annoncé plusieurs mesures d'aide d'urgence. En réponse à la demande formelle du gouvernement de l'Union soviétique, nous pourrions fournir les prestations suivantes: tout d'abord, nous enverrons très prochainement des produits laitiers à Moscou et à Leningrad, d'une valeur d'environ un million de francs suisses. Ensuite, un premier envoi de 40 tonnes d'aliments spéciaux partira ces tout prochains jours pour être utilisé dans des hôpitaux, des orphelinats, des maisons de retraite et d'autres institutions sociales. Ces envois seront accompagnés par des spécialistes du Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophes, qui conseilleront les institutions bénéficiaires et, surtout, les renforceront logiquement si cela s'avère nécessaire. De plus, une mission de spécialistes de la Division aide humanitaire partira prochainement, soit mercredi ou jeudi, pour l'Union soviétique afin d'établir un relevé plus précis des besoins et surtout d'identifier les institutions les plus pertinentes par lesquelles nous pourrions canaliser notre aide. Le Conseil fédéral pourra alors décider de mesures complémentaires, ce qu'il est prêt à faire en toute connaissance de cause.

Je vous annonce en outre que nous donnerons de plus amples informations la semaine prochaine, lors de la réponse aux diverses interpellations déposées dans votre conseil.

Frage 3:

Baerlocher. Aktivitäten des Schweizer Beauftragten im Sahara-Konflikt

Plan de paix au Sahara occidental. Rôle du représentant de l'ONU

Der Spezialbeauftragte der Uno für den Friedensprozess in der Sahara Occidental zwischen Marokko und den Sahraouis ist Botschafter Manz.

Kann der Bundesrat über den aktuellen Stand der Arbeiten des Friedensplans und die Aktivitäten des Spezialbeauftragten der Uno, Botschafter Manz, berichten?

M. Felber, conseiller fédéral: Les parties concernées ont accepté, en principe, le plan de paix que le secrétaire général des Nations Unies a proposé en 1988 pour le règlement du conflit au Sahara occidental. Le secrétaire général est en train de préparer actuellement un rapport à l'intention du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui traitera de la mise en oeuvre pratique du plan qu'il a proposé.

L'ambassadeur suisse, Johannes Manz, a été mis à disposition des Nations Unies par le Conseil fédéral au début de l'année 1990. Le secrétaire général l'a nommé représentant spécial pour la question du Sahara occidental, fonction qu'il exerce sous la seule autorité du secrétaire général. Le Conseil fédéral – vous voudrez bien le comprendre – n'est donc pas en mesure de rédiger un rapport sur les activités de l'ambassadeur Manz en sa qualité de représentant spécial du secrétaire général, cela ne viendra qu'après l'échéance de la mission de M. Manz où nous aurons le droit de constater – nous le souhaitons – le succès de celle-ci.

Baerlocher: Ich möchte doch die Nachfrage stellen, ob Herr Bundesrat Felber einen Zeithorizont angeben kann, ob die Mission von Botschafter Manz beendet ist oder ob sie jetzt in eine weitere Phase treten und erst später abgeschlossen wird.

M. Felber, conseiller fédéral: Conformément à la demande qui nous avait été faite de la part du secrétaire général, nous avons souhaité que la mission de l'ambassadeur Manz soit formée de deux parties. Première partie, où il était à disposition pour des travaux préparatoires à temps partiel, il était donc à son poste de directeur des Services administratifs et extérieurs des affaires étrangères. La deuxième partie devait être décidée par l'ONU, c'est-à-dire le moment où il serait engagé à temps complet, comme représentant des Nations Unies pour cette mission au Sahara occidental. Malheureusement, les événements internationaux, surtout ceux dans le Golfe, ont retardé la décision des Nations Unies.

Comme je vous l'ai dit, le Conseil de sécurité ne s'est pas encore prononcé sur la mise en vigueur du plan de paix des Nations Unies au Sahara et n'a pas engagé à plein temps, pour une mission définitive, l'ambassadeur Manz. Celui-ci est toujours à disposition. Nous avons indiqué aux Nations Unies que cette disponibilité cesserait en 1991, à la fin de l'année au plus tard.

Question 4:

Borel. Westsahara. Friedensplan der Uno Sahara occidental. Plan de paix de l'ONU

L'ONU a proposé un plan de paix pour le Sahara occidental, avec comme élément important un référendum d'autodétermination.

1. Dans quelle mesure le Conseil fédéral pense-t-il pouvoir agir pour amener les parties concernées à accepter la réalisation de ce plan de paix?

2. Au cas où le référendum pourrait être organisé, le Conseil fédéral envisage-t-il de mettre à disposition de l'ONU des moyens en matériel et personnel avant, pendant et après le scrutin?

M. Felber, conseiller fédéral: Les parties concernées – c'est une confirmation – ont accepté, en principe, le plan de paix proposé en 1988. Le secrétaire général est en train de préparer un rapport – comme je vous l'ai dit – à l'intention du Conseil de sécurité. Le département entretient des contacts réguliers à différents niveaux avec les parties en conflit et utilise ces occasions pour les encourager à coopérer avec les Nations Unies afin de trouver une solution pacifique. Le secrétaire général sait qu'il peut compter sur le soutien de la Suisse pour ces opérations de maintien de la paix.

En ce qui concerne le Sahara occidental, le Conseil fédéral a donc mis à disposition – nous venons de le souligner – l'ambassadeur Johannes Manz. En outre, il a déjà fourni, à deux reprises, des experts et des avions pour des missions d'évaluation dans les territoires du Sahara occidental. Le Conseil fédéral examinera avec bienveillance une éventuelle demande du secrétaire général de participer à une opération des Nations Unies dans cette région, et cela dans le cadre de notre

disponibilité générale à nous joindre aux actions de maintien de la paix de l'ONU. Nous sommes donc prêts à envoyer des unités supplémentaires au moment de la mise en oeuvre du plan de paix des Nations Unies.

Question 5:

Pitteloud. Wiederholte Menschenrechtsverletzungen durch Marokko

Violations répétées des droits de l'homme par le Maroc

Amnesty International vient de publier deux rapports qui font état des graves violations des droits de l'homme qui se déroulent depuis des années au Maroc dans un silence coupable de l'opinion publique internationale.

Le premier intitulé «Maroc, résumé des préoccupations d'AI» évoque les incarcérations sans jugement, procès inéquitables, maintien en détention à l'expiration des peines, tortures et maintien de la peine de mort comme pratiques habituelles.

Le second «Maroc, disparitions de personnes originaires du Sahara occidental» informe sur les disparitions de plusieurs centaines de personnes depuis que le Maroc s'est emparé de l'ancien Sahara espagnol en 1975, personnes arrêtées par les forces de sécurité marocaines et emprisonnées dans des centres de détention secrets puis «disparues».

Le Conseil fédéral est-il prêt à intervenir énergiquement auprès du gouvernement marocain pour protester contre ces pratiques et pour lui demander de respecter les conventions et les droits internationaux qui régissent les droits de l'homme?

M. Felber, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral et plus spécialement le Département des affaires étrangères suivent avec beaucoup d'inquiétude, depuis plusieurs années, l'évolution de la situation des droits de l'homme au Maroc. Nous la suivons aussi à travers les problèmes du Sahara occidental. Le Maroc est partie au Pacte des Nations Unies relatif aux droits civils et politiques, aux droits économiques, sociaux et culturels. Les graves violations qui ont été dénoncées par Amnesty International sont corroborées par d'autres sources fiables et indépendantes que nous avons consultées. La Suisse est déjà intervenue auprès des autorités marocaines dans une série de cas concrets en faveur du respect des droits de l'homme et nous sommes prêts à envisager d'entreprendre de nouvelles démarches dans ce sens.

Frage 6:

Stamm. Hilfsmassnahmen zugunsten osteuropäischer Staaten. Frauenförderung Aide aux pays de l'Est et promotion de la condition féminine

Das Parlament hat in der Märzsession 1990 Hilfsmassnahmen zugunsten osteuropäischer Staaten beschlossen. Im Rahmen von 250 Millionen Franken werden Projekte unterstützt.

Wieweit wird dem Gesichtspunkt Rechnung getragen, dass im Rahmen dieser Projekte die Frauen gefördert werden sollen? Mit anderen Worten: Wie viele Projekte allgemeiner Natur, an denen auch Frauen beteiligt sind, und wie viele gezielte Frauenprojekte wurden bis heute für eine Unterstützung vorgesehen?

M. Felber, conseiller fédéral: Suite à l'arrêté fédéral portant sur un crédit-cadre pour le renforcement de la collaboration avec les pays de l'Est, à fin octobre 1990 60 projets ont déjà été mis en place et un certain nombre d'entre eux menés à terme. Les critères de sélection des projets sont mentionnés dans le message du Conseil fédéral. Un des principes fondamentaux que nous respectons dans le choix des projets est de répondre à des besoins exprimés par nos partenaires étrangers. Jusqu'à maintenant nous n'avons reçu de leur part aucune proposition précise ou aucune idée se limitant exclusivement aux problèmes féminins. On peut cependant admettre qu'en règle générale la plupart des projets bénéficient autant aux femmes qu'aux hommes et que ceux qui touchent la formation et la jeunesse concernent peut-être très particulièrement les femmes. Si l'interpellatrice a connaissance d'un projet destiné spécialement aux femmes et qui intéresse l'un de nos partenaires étrangers en Europe centrale, nous serions heureux de l'examiner.

Frage 7:**Scherrer. Ermittlung des Ausmasses der Baumschäden in der Sanasilva-Studie****Etude Sanasilva. Ampleur des dégâts aux forêts**

In der Sanasilva-Studie wird das Ausmass der Baumschäden jeweils in Prozenten angegeben. Gemäss der jüngsten Studie sollen 61 Prozent der Bäume geschädigt sein.

Spielt bei der Berechnung des Ausmasses der Schäden lediglich die reine Anzahl beobachteter Bäume eine Rolle, was bedeuten würde, dass tatsächlich von 5 Bäumen 3 geschädigt sind, oder werden bei der Berechnung des Schadenmasses auch der Durchmesser bzw. das Volumen der einzelnen Bäume miteinbezogen?

Bundesrat **Cotti**: Um den Anteil der Bäume in den verschiedenen Schadstufen zu berechnen, werden die einzelnen Bäume – verzeihen Sie mir diese etwas technischen Aussagen, aber Ihre Frage verlangt sie – mit dem Quadrat der Basalfläche gewichtet.

Mit dieser Gewichtung wird die Bedeutung des einzelnen Baumes für den Bestand berücksichtigt. Je dicker der Baum, desto grösser ist die von ihm beanspruchte Fläche. Die Aussage, dass von fünf Bäumen drei geschädigt seien, ist deshalb eine zu starke Vereinfachung. Gemäss Sanasilva-Bericht lautet die korrekte Darstellung eher so: 17 Prozent der gewichteten Bäume weisen mehr als 25 Prozent Nadel- oder Blattverlust, 61 Prozent mehr als 10 Prozent Nadel- oder Blattverlust auf.

Question 8:**Longet. Volkszählung. Sprachenstatistik****Recensement de la population. Statistique des langues**

Le 4 décembre prochain l'ensemble des habitants de ce pays feront l'objet du recensement décennal. Un certain taux d'erreur est inévitable dans toute opération de ce type. Or, dans certaines situations, ces erreurs peuvent avoir des conséquences politiques directes. Ainsi, dans le recensement de la langue utilisée, s'agissant de régions sises en limite des langues, le Conseil fédéral peut-il assurer que les indications relatives à la langue, dans ces régions, fassent l'objet d'une attention particulière et que les résultats, avant d'être utilisés pour la prise de décision, fassent l'objet de toutes les vérifications utiles?

M. **Cotti**, conseiller fédéral: Tous les résultats du recensement de la population de 1990 feront l'objet d'une série d'analyses approfondies que l'Office fédéral de la statistique va entreprendre avec le concours de chercheurs du monde scientifique. Les données très délicates concernant la langue dont vous faites état dans votre question – qui d'ailleurs serviront de base à de futures décisions dans le domaine culturel – seront analysées avec le plus grand soin et je puis vous assurer que le sujet me tient à coeur et que par conséquent je vais suivre ce travail de très près.

Frage 9:**Büttiker. Neues ETH-Institut für Frauenforschung****Recherche sur la condition féminine. Nouvel institut de l'EPFZ**

Am diesjährigen ETH-Tag in Zürich wurde in einer Ansprache die Idee lanciert, an der ETH Zürich ein Institut für Frauenforschung einzurichten.

Teilt der Bundesrat die Ueberlegung, dass sich das Fundament der Technik in unserer Gesellschaft verbreitern würde und der Ingenieurmangel in unserem Land behoben werden könnte, wenn sich mehr Frauen für die Ingenieurberufe gewinnen liessen?

Können die offensichtlich bestehenden Hindernisse abgebaut werden, indem ein neues ETH-Institut für Frauenforschung geschaffen würde, das auch feministische Denkansätze in den Natur- und Ingenieurwissenschaften zur Entfaltung zu bringen hätte?

Bundesrat **Cotti**: Herr Büttiker, Sie wissen wahrscheinlich, dass ich selber verschiedene Gelegenheiten wahrgenommen habe, um festzustellen, dass der Anteil der Frauen im Ingenieurberuf absolut unterdurchschnittlich und unannehmbar

ist. Auf der einen Seite ist das ein negatives Zeichen, was die Entwicklung der Gleichberechtigung betrifft, und auf der anderen Seite ist das allgemein sehr negativ für die Entwicklung unseres Landes, welches ja einen dringenden Bedarf an Ingenieuren hat.

Die Gründe, weshalb sich noch zu wenige Frauen dem Ingenieurberuf zuwenden, sind höchstwahrscheinlich vielfältig, und ihnen nachzugehen ist von grossem Interesse. Es ist durchaus denkbar, dass ein ETH-Institut für Frauenforschung diesen Fragen verstärkt und zielbewusst nachgehen kann.

In diesem Sinne haben wir auch die Frage von Frau Leutenegger Oberholzer vor einigen Monaten beantwortet. Ich möchte aber bestätigen, dass die Frage der Schaffung oder Abschaffung von Instituten an den ETH letzten Endes im Zuständigkeitsbereich des Schulrates liegt.

Frage 10:**Rechsteiner. Revision des Betäubungsmittelgesetzes
Loi fédérale sur les stupéfiants**

Der sogenannte Drogenbericht der Eidgenössischen BM-Kommission ist im Vernehmlassungsverfahren auch bei den Kantonen auf ein mehrheitlich positives Echo gestossen (dies gilt auch für die vorgeschlagene Entkriminalisierung des Konsums). Zudem hat der Nationalrat in der Herbstsession eine Motion zur Revision des BMG mit der Stossrichtung des Drogenberichts beschlossen.

Ich frage den Bundesrat, wann er den eidgenössischen Räten eine Vorlage zur Revision des BMG unterbreiten wird.

Bundesrat **Cotti**: Sie wissen, Herr Rechsteiner, dass der Bundesrat im Monat Mai erste Entscheidungen allgemeiner Art zu der Frage, die Sie erwähnen, getroffen hat. Zurzeit läuft eine interdepartementale Konsultation, welche in wenigen Wochen zu einer Reihe von Entscheidungen des Bundesrates führen wird. Ich bin nicht in der Lage, Ihnen heute zu sagen, wie diese Entscheide materiell lauten werden. Ich kann Ihnen aber Ihre Frage zum Verfahren – Sie stellen ja lediglich eine Verfahrensfrage – in diesem Sinne beantworten.

Frage 11:**Haller. Kurzfristige Massnahmen im Drogenbereich
Politique antidrogue. Mesures d'urgence**

In verschiedenen Städten der Schweiz wird die Drogensituation immer alarmierender. Fachleute sind der Ansicht, dass Begriffe wie «liberale» und «repressive» Drogenpolitik verschwinden sollten und «eine zielorientierte, pragmatische, kohärente (von Gesundheitswesen, Sozialwesen, Polizei und Justiz mitgetragene) und vor allem menschliche Drogenpolitik» einsetzen muss (so der Präsident der Subkommission Drogenfragen der Eidgenössischen Betäubungsmittelkommission, Dr. von der Linde, an einer Tagung des Schweizerischen Städteverbandes, gemäss Berichterstattung «Der Bund» vom 24. November 1990).

Ist der Bundesrat bereit:

a. *die Kantone sofort und ohne Rücksicht auf den Zeitplan für die Revision des Betäubungsmittelgesetzes auf ihren schon nach geltendem Gesetz bestehenden Spielraum in der Verfolgung von Drogenkonsumenten aufmerksam zu machen?*

b. *unverzüglich anzuregen, dass sich sowohl die kantonale Justiz- und Polizeidirektorenkonferenz mit der Koordination der Drogenpolitik befassen und Hilfestellung des Bundes dafür anbieten soll, dass die Arbeiten dieser beiden Gremien zu einer kohärenten Politik führen können?*

Bundesrat **Cotti**: Ich setze voraus, dass Sie meine Antwort formeller Art an Herrn Rechsteiner zur Kenntnis genommen haben. Ich füge noch zwei Elemente hinzu.

Das Betäubungsmittelgesetz wird höchstwahrscheinlich einer Revision unterzogen werden. Der Umfang dieser Revision steht heute, vor den bundesrätlichen Entscheiden, noch nicht fest. Es bleibt aber dabei, dass die Kantone bei diesen Fragen weiterhin eine wesentliche Verantwortung werden tragen müssen.

Ich muss noch hinzufügen, dass bezüglich der Koordination selbstverständlich gewisse Fortschritte gemacht werden müs-

sen. Dabei ist es angesichts der noch sehr grossen Unklarheiten kaum denkbar, dass wir die Kantone anweisen werden, gleichartige Haltungen einzunehmen. Höchstwahrscheinlich werden weiterhin verschiedenartige Lösungen getroffen werden müssen, die den verschiedenen Sensibilitäten in den einzelnen Kantonen entsprechen.

Ich muss Sie aber versichern: Es wird eine verstärkte Bundespräsenz geben, insbesondere im Präventionsbereich, und diese Präsenz wird auch impulsgebend koordinierend wirken müssen.

Frage 12:

Hafner Ursula. Lohngleichheit Egalité des salaires

Seit bald zehn Jahren haben die Frauen einen verfassungsmässigen Anspruch auf gleichen Lohn für gleichwertige Arbeit. Seit über zwei Jahren liegt der Schlussbericht der vom EJPD eingesetzten Arbeitsgruppe «Lohngleichheit» vor. Darin wird eine Reihe von Massnahmen vorgeschlagen, welche der Durchsetzung der Lohngleichheit dienen könnten.

Bundesrätin Kopp versprach damals, innert Jahresfrist einen entsprechenden Gesetzentwurf vorzulegen.

Der jetzige Vorsteher des EJPD erklärte vor einem Jahr, der Bundesrat werde die Gesetzesvorlage im Frühjahr 1990 verabschieden. Im Frühjahr 1990 vertröstete er uns um ein weiteres Vierteljahr: Die Vorlage sei noch vor den Sommerferien zu erwarten, verwaltungsinterne Entwürfe lägen vor.

Wann wird der Bundesrat seine Versprechen einlösen und den Gesetzentwurf endlich vorlegen?

Bundespräsident **Koller**: Bei der Schlussbereinigung der Vorlage hat sich im Herbst eine Frage betreffend die Unterstellung des Büros für Gleichberechtigung ergeben, welche zusätzliche Abklärungen durch das Bundesamt für Justiz nötig machte.

Das Ergebnis liegt nun vor, und der Antragstellung an den Bundesrat steht nichts mehr entgegen. Wir gehen davon aus, dass der Bundesrat das Departement zu Beginn des kommenden Jahres ermächtigen wird, das Vernehmlassungsverfahren zu eröffnen.

Frage 13:

Grendelmeier. Rechtsextreme Umtriebe in der Schweiz Groupements d'extrême-droite

Seit der Einreichung meines Postulates 89.533 «Rechtsextreme Umtriebe in der Schweiz» vom 22. Juni 1989 sind anderthalb Jahre verstrichen. Die diesbezüglichen Probleme haben sich seither verschärft.

Wann gedenkt der Bundesrat den angeforderten Bericht vorzulegen?

Frage 14:

Stucky. Rechtsextreme Umtriebe. Bericht Rapport sur les mouvements d'extrême-droite

Wann ist der in Aussicht gestellte Bericht über rechtsextreme Umtriebe zu erwarten?

Bundespräsident **Koller**: Der Bundesrat will, wie angekündigt, das Postulat Grendelmeier «Rechtsextreme Umtriebe in der Schweiz» zusammen mit dem Postulat Reimann Maximilian «Gewalttätige Gruppierungen» und dem Postulat Steffen «Extrem Umtriebe in der Schweiz» behandeln und einen Gesamtbericht über den Extremismus in der Schweiz vorlegen. Die Fertigstellung des Berichts hat sich infolge der bekannten Schwierigkeiten im Bereiche des präventiven Staatsschutzes und der zögernden Materialübermittlung seitens eines Teils der Kantone verzögert. Ein Teil der Kantone musste wiederholt gemahnt und zur Mitarbeit angehalten werden. Noch heute liegen nicht alle kantonalen Beiträge vor.

Die Erarbeitung anhand des vorhandenen Materials ist bei der Bundesanwaltschaft aber im Gange. Der Bundesrat rechnet damit, dass der Bericht im Frühjahr 1991 dem Parlament vorgelegt werden kann.

Frau **Grendelmeier**: Ich bin erstaunt, dass sich die Berichterstattung auf immer mehr Anfragen beziehen soll. Ursprünglich ging es nur um mein Postulat. Es hat den Rechtsextremismus betroffen. Dann kamen jene von Herrn Steffen und von Herrn Maximilian Reimann. Wie viele entsprechende Anfragen möchten Sie noch in den gleichen Kuchen hineinbacken?

Sind Sie nicht auch der Meinung, dass heute z. B. Linksextremismus schlicht kein Thema mehr ist und dass es notwendig und richtig wäre, uns endlich einmal über Rechtsextremismus, rassistische und faschistische Tendenzen in diesem unserem Lande zu unterhalten?

Bundespräsident **Koller**: Die Verzögerung des Berichtes hat überhaupt keinen Zusammenhang mit ständigen Erweiterungen des Berichtes. Ich habe Ihnen schon vor einiger Zeit – das genaue Datum weiss ich nicht mehr – gesagt, dass wir einen Bericht über Extremismus in der Schweiz verfassen und damit zugleich die Antwort auf diese drei Postulate geben werden. Die Verzögerung ist allein darauf zurückzuführen, dass infolge der bekannten Schwierigkeiten in der Bundesanwaltschaft diese Unsicherheiten entstanden sind und dass uns vor allem gewisse Kantone – wie ich ausführte – die Grundlagen nicht rechtzeitig abgeliefert haben. Ich habe sie dann persönlich gemahnt. Wie ich Ihnen sagte, sind jetzt alle Voraussetzungen erfüllt, dass wir Ihnen diesen Bericht im nächsten Frühling unterbreiten können.

Begrüssung – Bienvenue

Präsident: Ich habe die Ehre und das Vergnügen, eine Delegation rumänischer Parlamentarier auf der Diplomatentribüne begrüssen zu dürfen. Die Delegation besteht aus vier Senatoren und einem Abgeordneten, die sämtliche Parteien vertreten. Die Delegation wurde von der Europa-Union Schweiz eingeladen.

Ich wünsche unseren rumänischen Kollegen einen interessanten Aufenthalt in der Schweiz. (Beifall)

Question 15:

Aubry. Gemeindewahlen in Moutier Elections communales de Moutier

Le Conseil fédéral est-il aussi d'avis que les récentes élections communales à Moutier, où l'on a enregistré une majorité de citoyens séparatistes élus, ne remettent pas en question les plébiscites de 1974 et 1975?

Les déclarations et les interpellations constituent de nouvelles ingérences dans les affaires du canton de Berne et contribuent à désécuiser la population.

Le Conseil fédéral est-il prêt à reconnaître la volonté des citoyens du Jura bernois telle qu'elle est issue des urnes?

Bundespräsident **Koller**: Die Ergebnisse der Gemeindewahlen in Moutier geben dem Bundesrat keinen Anlass, von seiner bisher vertretenen Auffassung abzuweichen. Er hat immer wieder betont, dass die Grenzen zwischen dem Kanton Bern und dem Kanton Jura in einem demokratischen Entscheidungsprozess festgelegt und von Volk und Ständen sanktioniert wurden. Beide Kantone haben Anspruch darauf, dass diese Grenzen von jedermann respektiert werden.

Die Uebernahme politischer Verantwortung durch Parteien oder Gruppierungen im einen oder anderen Kanton vermag die seinerzeit im Selbstbestimmungsverfahren getroffenen Entscheide nicht zu ändern. Aenderungen im Bestand und Gebiet der Kantone sind nach geltendem Recht und bisheriger Praxis nur mit Zustimmung des betroffenen Gebietes des Kantons, in dem dieses Gebiet liegt, des Anschlusskantons sowie des Volkes und der Stände möglich. Auch der Kantonswechsel von Gemeinden unterliegt diesem Verfahren.

Question 16:**Longet. Aufnahmezentren für Asylbewerber. Präsenz der Hilfswerke****Centres d'enregistrement de demandeurs d'asile. Présence des oeuvres d'entraide**

La présence des délégués des oeuvres d'entraide dans les centres d'enregistrement pour requérants d'asile est une garantie essentielle s'agissant du déroulement correct des procédures.

Cette présence devait dans un premier temps être supprimée, puis, semble-t-il, être rétablie. Le Conseil fédéral peut-il donner des garanties à cet égard?

Bundespräsident **Koller**: Im Zusammenhang mit der Einrichtung der Empfangsstellen als Folge der zweiten Asylgesetzrevision wurde den Hilfswerken im Sinne einer vertrauensbildenden Massnahme und ohne gesetzliche Verpflichtung der Zugang zu diesen Einrichtungen gewährt. Mit der dritten Asylgesetzrevision im Juni dieses Jahres und mit der darauf folgenden Verordnungsanpassung wurde die Anwesenheit von Vertretern der Hilfswerke in den Empfangsstellen bei Anhörungen zu den Asyl- und gewissen Nichteintretensgründen gesetzlich verankert.

Eine allgemeine Kontrolle des Betriebs in den Empfangsstellen durch die bisherigen Vertreter der Hilfswerke ausserhalb der Individualverfahren erübrigt sich nach einvernehmlicher Auffassung.

Eine Aussprache zwischen dem Bundesamt für Flüchtlinge und den Hilfswerken über die bisherigen Erfahrungen – insbesondere auch über das Funktionieren der seit dem 1. Dezember dieses Jahres in Betrieb stehenden Pikettorganisation – findet in der ersten Hälfte Januar des nächsten Jahres statt.

M. Longet: Vous avez dit, Monsieur le Conseiller fédéral, que cette mesure avait été créée dans un premier temps dans l'idée d'instaurer des relations de plus grande confiance. Elle a ensuite trouvé sa base légale. Je crois pouvoir dire que c'est un élément très important pour permettre aux oeuvres d'entraide d'être sur le terrain et effectivement pour l'administration d'avoir une coopération sur ce terrain même et sur les dossiers concrets. Je prends note que vous allez établir un dialogue avec les oeuvres d'entraide, mais sur quelle base? Pouvez-vous nous donner l'assurance, aujourd'hui, qu'il n'y aura pas de recul dans ces possibilités d'intervention qui, à notre sens, ont vraiment donné satisfaction?

Bundespräsident **Koller**: Die Präsenz von Vertretern der Hilfswerke bei den Individualverfahren – also bei der Anhörung zu den Asylgründen und zu einem Teil der Nichteintretensgründe nach Artikel 16 der neuen Asylverordnung – ist jetzt im Gesetz und in der Verordnung – übrigens im Einvernehmen mit den Hilfswerken – ein für allemal geregelt. Um diese Aufgabe zu erfüllen, sind wir mit den Hilfswerken übereingekommen, ab 1. Dezember eine Pikettorganisation auf die Beine zu stellen und die Erfahrungen miteinander im Januar auszuwerten.

Frage 17:**Rechsteiner. Rollenverständnis eines Bundesrates Services secrets et information du Conseil fédéral**

Bundespräsident Koller vertritt in einem Interview vom 25. November 1990 die Auffassung, es sei nicht opportun und «könnte tatsächlich zu unglücklichen Verstrickungen kommen», wenn die politisch Verantwortlichen in heiklen Bereichen (Geheimarmee und Nachrichtendienst) über «Details» Bescheid wüssten (die «Details» betreffen die Funktion und Zusammensetzung der rechtswidrigen Geheimarmee und den Umstand, ob diese überhaupt Bestandteil der Armee sei).

Ich frage den Bundesrat, in welchen staatspolitisch und demokratisch heiklen Bereichen er es sonst noch ablehnt, sich wegen der Gefahr «unglücklicher Verstrickungen» zu informieren oder informieren zu lassen.

Bundespräsident **Koller**: Der Bundesrat hat sich nie geweigert, Informationen aus heiklen Bereichen entgegenzunehmen. Im genannten Interview habe ich am Beispiel des Falles Dubois

auf die besondere Problematik der Leitung der Nachrichtendienste hingewiesen. Nach Auffassung des Bundesrates und nach meiner persönlichen Auffassung müssen auch in den Geheimbereichen die Verantwortlichkeiten festgelegt und die demokratische Kontrolle sichergestellt werden.

Rechsteiner: Herr Bundespräsident Koller, darf ich dieser Antwort entnehmen, dass Sie anerkennen, dass es rückblickend gesehen richtig gewesen wäre, wenn Sie sich über die geheimen Dienste, über die Geheimarmee und über den ausserordentlichen Nachrichtendienst, informiert hätten?

Bundespräsident **Koller**: Ich habe schon im genannten Interview gesagt, dass ich – vom heutigen Wissensstand aus gesehen – mehr hätte nachforschen sollen, dass ich mich aber damals auf meinen Generalstabschef und seine Verantwortlichkeit verlassen habe.

Frage 18:**Rechsteiner. Fichen im EMD****Fichiers du Département militaire fédéral**

Im Dezember 1989 erkundigte sich der «Tages-Anzeiger» nach der Existenz von Personenkarteien im EMD. Am 20. Dezember 1989 wurde vom Chef Bundespolizei eine «Sprachregelung» ausgearbeitet, welche die Existenz von Fichen im EMD sinngemäss verneinte. Am gleichen Tag (20. Dezember 1989) wurde Bundespräsident Koller mittels «persönlicher Orientierung» (Fax an den Pressedienst des EJPD) darüber informiert, dass dennoch Personenregister im EMD existierten. Anderntags beantwortete Bundespräsident Koller die Frage des «Tages-Anzeigers» mit dem Satz: «Meines Wissens gibt es im EMD keine Personenkartei.»

Ich frage: Wann wurde Bundespräsident Koller (der ja auch früherer EMD-Vorsteher ist) über die Existenz von Personenkarteien im EMD informiert?

Bundespräsident **Koller**: Der Sprechende erhielt vom jetzigen Chef EMD, Bundesrat Villiger, nach dessen persönlicher Besichtigung, welche am 1. Februar dieses Jahres stattfand, Kenntnis von den Fichen im EMD.

Rechsteiner: Ich gehe somit davon aus – wenn ich jetzt Ihre Antwort richtig verstanden habe –, dass Sie von Ihrem Pressesprecher über den Fax mit der «Sprachregelung» nicht informiert worden sind. Worauf führen Sie es zurück, dass Sie über diese sehr wichtige Information nicht ins Bild gesetzt worden sind, so dass eine objektiv falsche Information zu diesem sehr sensiblen Thema an die Öffentlichkeit weitergegeben worden ist?

Bundespräsident **Koller**: Ich hatte die «Sprachregelung» von meinem Presse- und Informationsdienst erhalten. Ich möchte Sie aber darauf aufmerksam machen, dass die Frage des «Tages-Anzeigers» lautete, ob es im EMD auch solche Karteien gebe wie bei der Bundespolizei. Meine Antwort in diesem Interview lautete dann: «Davon ist mir nichts bekannt, aber ich habe darüber auch keine Untersuchung geführt. Das müssten Sie im EMD erfragen.» Ich habe dann beigefügt: Meines Wissens gebe es keine solchen Personenkarteien. Gefragt war also nicht nach irgendwelchen Personenkarteien, denn solche gibt es gemäss dem «Register der Sammlungen von Personendaten» selbstverständlich auch im EMD. Ich verweise auf die Seiten 42 bis 68 dieses allgemein zugänglichen Registers. Gefragt wurde vielmehr nach Fichen von Personen und Organisationen, die Gegenstand politischer Observation oder, wenn Sie lieber wollen, der Bespitzelung waren. Heute wissen wir, dass es solche Fichen auch im EMD gab. Genau das hätten uns die Beamten sagen müssen und nicht, es gebe keine entsprechende Kartei.

Frage 19:
Wiederkehr. Fahren in angetrunkenem Zustand. Unterschiedliche Gerichtsurteile
Conduite en état d'ébriété. Jugements discordants des tribunaux

Am 20. November 1990 wurde ein Urteil des Bezirksgerichts Werdenberg bekannt. Ein betrunkenen Lenker, der bereits drei Jahre vorher in betrunkenem Zustand ein Kind totgefahren hatte, wurde wie schon damals wiederum nur zu einer bedingten Gefängnisstrafe (6 Wochen) verurteilt.

Am 22. November 1990 wurde ein Urteil des Bernischen Obergerichts bekannt. Ein betrunkenen Lenker, der früher bereits in alkoholisiertem Zustand einen Menschen verletzt hatte, wurde nun zu einer Gefängnisstrafe von total 18 Monaten unbedingt verurteilt.

Wie stellt sich der Bundesrat zu derartigen Diskrepanzen in der Rechtsprechung?

Was gedenkt er zu tun, um bagatellisierende Urteile bezüglich der Gefährdung und Tötung im Strassenverkehr zu verhindern?

Bundespräsident **Koller**: Nach dem Grundsatz der Gewaltentrennung ist es allein Sache der unabhängigen Justizbehörden, strafbare Handlungen zu sanktionieren. Es ist daher dem Bundesrat verwehrt, auf gerichtliche Urteile Einfluss zu nehmen respektive solche zu kommentieren.

Frage 20:
Lanz. Defilee 1991 in Emmen. Autobahnanschluss
Défilé militaire de 1991 à Emmen. Raccordement provisoire d'autoroute

Am 21. September 1991 soll in Emmen ein Jubiläumsdefilee stattfinden. Es werden etwa 100 000 Besucher erwartet, die etwa zur Hälfte mit dem Privatauto kommen werden. Darum ist geplant – extra für dieses Defilee –, einen provisorischen Autobahnanschluss mit Kosten zwischen 200 000 und 300 000 Franken zu bauen. Weite Kreise der Bevölkerung haben mit Missmut und Kopfschütteln auf dieses Ansinnen reagiert. Fast alle Parteien und der Gemeinderat von Emmen wenden sich gegen das unverhältnismässige «Riesending».

Ich bitte darum den Bundesrat, mir folgende zwei Fragen zu beantworten:

– Was gedenkt der Bundesrat vorzukehren, damit die durch Lärm und Luftverschmutzung geplagte Agglomeration Luzern mit dem Jubiläumsdefilee nicht noch zusätzlich belastet wird?

– Kann der Bundesrat zusichern, dass weder der Kanton Luzern noch die Gemeinde Emmen als Folge des Defilees finanziell belastet werden?

Bundesrat **Villiger**: Das Defilee vom 21. September 1991 in Emmen ist Bestandteil des offiziellen Veranstaltungskalenders für die 700-Jahr-Feier der Eidgenossenschaft vom kommenden Jahr. Es ist die einzige Veranstaltung, bei der die Armee selber im Mittelpunkt stehen wird. Der Bundesrat stellt in diesem Zusammenhang fest, dass Truppen der Armee andere Veranstaltungen des Jubiläumsjahres mit Dienstleistungen unterstützen und zum Teil seit Monaten an deren Vorbereitung mitgewirkt haben. Allein beim Bau des «Wegs der Schweiz» rund um den Urnersee standen bis heute 1000 Angehörige der Armee im Einsatz.

Zu den Fragen von Herrn Nationalrat Lanz nimmt der Bundesrat wie folgt Stellung:

1. Um zu vermeiden, dass die Agglomeration der Stadt Luzern durch das im Zusammenhang mit dem Defilee zu erwartende Verkehrsaufkommen in unzumutbarem Mass belastet wird, fassten die mit der Vorbereitung des Defilees betrauten militärischen Planungsorgane auf Empfehlung der Behörden der umliegenden Gemeinden und des Kantons Luzern und im Einvernehmen mit ihnen die Erstellung eines Autobahnanschlusses beim Flugplatz Emmen ins Auge. Dieser wäre geeignet, die Agglomeration Luzern von einem grossen Teil des zu erwartenden Verkehrs zu entlasten. Die Frage, ob der Anschluss gebaut werden soll, ist aber noch offen. Es wird gegenwärtig geprüft, ob Möglichkeiten für eine ökologisch vertretbare Lösung unter vermehrtem Einbezug des öffentlichen Verkehrs in Frage kommen.

2. Sämtliche nicht durch Einnahmen – wie Eintrittspreise, Standgebühren usw. – gedeckten Kosten des Defilees gehen zu Lasten des Bundes. Kanton und Gemeinden tragen finanziell zum Defilee nichts bei.

Lanz: Gestatten Sie mir eine kurze Zusatzfrage und eine bescheidene Anregung: Hat sich der Bundesrat auch schon mit dem Gedanken befasst, unsere Armee anzuhalten, ihre in Emmen vorgesehene Demonstration materieller Wehrbereitschaft durch einen anderen, weniger spektakulären, mit dem öffentlichen Verkehrsmittel erreichbaren Anlass zu ersetzen? In einem gezielten Rahmen wäre auch – meiner Meinung nach – einer gütigen Vorsehung zu danken, die uns bisher verschonte, diese Wehrbereitschaft mit Kriegseinsatz und unsinnigen Menschenopfern unter Beweis zu stellen.

Bundesrat **Villiger**: Der Bundesrat ist der Meinung, dass man die Armee, die ein Teil unseres Volkes ist, jetzt nicht plötzlich verstecken muss, nur weil sie vielleicht da und dort zu Kritik Anlass gibt. Wer die Armee in Emmen nicht besichtigen will, muss es auch nicht. Es sollen nur diejenigen Leute gehen, die wollen.

Ich darf Ihnen aber auch sagen, dass wir das Defilee schon erheblich redimensioniert haben. Wir haben es fast um die Hälfte gekürzt, und ich glaube, es ist immer noch gross genug. Es ist immer noch die beste Form, um ohne grossen Aufwand mit Ständen usw. einen Eindruck dieser Armee zu vermitteln. Wir wollen aber versuchen – vom Verkehr her –, das zu lösen, dass der geäusserten Kritik einigermaßen Rechnung getragen werden kann.

Frage 21:
Leutenegger Oberholzer. GSoA
Groupe pour une Suisse sans armée

In der Ausgabe vom 19. Oktober 1990 berichtete die «Wochenzeitung» über die Herbstmanöver der Walliser Gebirgsinfanterie. Dem Bericht zufolge mussten Soldaten während des WK in Uznach den bewaffneten Kampf gegen ArmeegegnerInnen üben. Das Drehbuch der Uebung sieht vor, dass es nach Demonstrationen der GSoA zu gewalttätigen Auseinandersetzungen gekommen ist, nachdem Armeegegner in einem Schulhaus Feuer gelegt hätten und mehrere Kinder dabei ums Leben gekommen seien.

Ich bitte den Bundesrat, darüber Auskunft zu geben, – ob die geschilderte Uebungsbeschreibung zutrifft, – ob damit nicht das Persönlichkeitsrecht der GSoA verletzt und die über eine Million StimmbürgerInnen, die für eine Schweiz ohne Armee gestimmt haben, diffamiert werden, – wer dafür die Verantwortung trägt.

Bundesrat **Villiger**: Bei der fraglichen Uebung hat es sich um eine Uebung der Nachrichtenorgane eines Gebirgsinfanterieregimentes ohne Beizug von Truppen gehandelt. Dem Bundesrat ist die Uebungsanlage, die von einem Nachrichtenoffizier des Regimentes vorbereitet worden war, nicht im einzelnen bekannt. Es ist dem Bundesrat nicht möglich, die Szenarien aller Uebungen zu kennen, die jahraus, jahrein in der Armee durchgeführt werden.

Im vorliegenden Fall bestand für ihn auch keine Notwendigkeit, sich die Uebungsanlage nachträglich zu beschaffen, weil die Angelegenheit von der Truppe selber erledigt wurde. Der Bundesrat kann deshalb nicht bestätigen, ob die Schilderung in der «Wochenzeitung» zutrifft. Fest steht immerhin, dass in der Uebungsanlage die GSoA namentlich erwähnt wurde.

Die Nennung einer politischen Gruppierung in einer militärischen Uebungsanlage widerspricht den Vorschriften über militärische Uebungen. Ziffer 193 des Reglementes für die Ausbildung und Organisation in Truppenkursen AOT untersagt der Truppe, in Uebungen in irgendeiner Weise ausländische oder inländische Staatsmänner, Persönlichkeiten des öffentlichen Lebens oder politische Parteien und Gruppierungen namentlich zu erwähnen, darzustellen oder deren Bilder, Symbole und Kennzeichen zu benutzen. Der für die Uebung verantwortliche Nachrichtenoffizier ist von seinen militärischen Vorgesetzten disziplinarisch bestraft worden.

Frage 22:**Büttiker. IC-Zugshalte in Olten****Arrêt des intercity à Olten**

Einmal mehr hat der Bundesrat gegen die Region Olten entschieden und erneut mit unhaltbaren Begründungen das Begehren um Halt der zusätzlichen IC-Züge Typ B in Olten abgelehnt.

Warum übergeht der Bundesrat bei den IC-Halten den Eisenbahnknotenpunkt und zweitwichtigsten Umsteigebahnhof der Schweiz und bedient gleichzeitig Orte wie Altstetten oder Oerlikon mit IC-Halten, obwohl das Beispiel Aarau zeigt, dass der öffentliche Verkehr davon profitieren könnte und auch keine fahrplantechnischen Hindernisse vorliegen, die zu Attraktivitätsverlusten führen könnten?

Bundesrat Ogi: Es ist verständlich, dass sich jede Region für bestmögliche Verkehrsanschlüsse einsetzt. Bei einem ausgewogenen Gesamtkonzept bringt indessen jedes Zugeständnis die Gefahr von Anschlussbegehren anderer Regionen. Für die SBB sind die kommerziell interessanten IC-Züge ohne Zwischenhalte für die Erfüllung des Leistungsauftrages von grosser Bedeutung.

Olten, Herr Nationalrat Büttiker, ist Haltepunkt aller IC-Züge Basel–Bern und Basel–Luzern–Gotthard. Diese vermitteln in Olten wichtige Anschlüsse nach verschiedenen Richtungen. Für die Verbindung nach Zürich stehen in Olten die raschen Züge der Jurasüdfuss-Linie und die Schnellzüge über Baden–Brugg zur Verfügung. Ein Halt der Zürcher IC-Züge würde hingegen keine neuen Anschlüsse bringen. Seit der Inbetriebnahme der S-Bahn Zürich im Sommer 1990 verkehren zudem alle zusätzlichen IC-Züge direkt nach und vom Zürcher Hauptbahnhof. Die Halte in Altstetten und Oerlikon sind ab dem gleichen Datum hinfällig geworden.

Büttiker: Ich danke Herrn Bundesrat Ogi für die Beantwortung der Frage, aber ich bin mit der Antwort nicht einverstanden. Herr Bundesrat, wie wollen Sie den öffentlichen Verkehr glaubwürdig fördern, wenn Sie die IC-Züge am zweitwichtigsten Umsteigebahnhof der Schweiz vorbeirauschen, sie jedoch in Oerlikon und Altstetten halten lassen? Wie wollen Sie die zukünftigen schweren Belastungen im Zusammenhang mit «Bahn 2000» und mit dem Bau der Alpentransversale der Region Olten auflasten, wenn Sie auf der anderen Seite der Region nichts geben wollen? In Ihrem Departement plant man ein nationales PTT-Ausbildungszentrum in Olten-Trimbach, und auf der anderen Seite will man nicht einmal die IC-Züge in Olten halten lassen.

Bundesrat Ogi: Herr Nationalrat Büttiker, nicht ich bin der Böse, der Züge an Ihrem Bahnhof vorbeirauschen lässt. Olten ist heute gut bedient. Die Anschlüsse Basel–Bern, Jurasüdfuss, Gotthardlinie sind für Olten wichtig. Die IC-Züge, die Sie erwähnten, gehen weiter in Richtung München; es sind daher schwere und lange Züge. Ein zweiter Halt neben Aarau, Hauptstadt des Kantons Aargau, liegt fahrplanmässig deshalb einfach nicht drin. Zudem kann nicht davon die Rede sein, dass Olten schlecht bedient ist. Bei der Bahn nicht, und auch wirtschaftlich nicht: Ich dachte daher eigentlich, Sie würden für den PTT-Entscheid danken; andere – fragen Sie Ihren Ratskollegen Hari – hätten die PTT gerne in Thun gehabt!

Frage 23:**Dietrich. Fernsehen DRS. Berichterstattung aus dem Bundeshaus****Retransmission des débats parlementaires à la TV allemande**

Kenntnisse und Wahrnehmungen über die Tätigkeiten und Probleme von Parlament, Bundesrat und Verwaltung sind bei sehr vielen Menschen in unserem Land dürftig und im Schwinden begriffen. Oft ist festzustellen, dass für zahlreiche Bürgerinnen und Bürger das Fernsehen praktisch den einzigen Informationslieferanten darstellt.

Die Berichterstattung von Fernsehen DRS über das Geschehen im Bundeshaus wurde in letzter Zeit quantitativ reduziert. Beispielsweise wurde die Sendung «Heute in Bern» – jeweils aus-

gestrahlt während der Sessionen – aus dem Programm gestrichen.

Teilt der Bundesrat die Auffassung, dass im Interesse der Demokratie und des politischen Klimas in unserem Land das Monopol-Fernsehen DRS ausführlich und umfassend über das Geschehen im Bundeshaus zu berichten habe?

Ist der Bundesrat bereit, bei den Behörden der SRG entsprechende Verbesserungen zu fordern?

Bundesrat Ogi: Der Bundesrat, Herr Nationalrat Dietrich, weist einmal mehr darauf hin, dass Fragen der Programmgestaltung nicht in seinen Zuständigkeitsbereich fallen. Artikel 55bis Absatz 3 der Bundesverfassung garantiert der SRG Autonomie in der Programmgestaltung. Die SRG ist denn auch im Rahmen der ihr vom Bundesrat erteilten Konzession in der Gestaltung ihrer Programme frei und für diese allein verantwortlich. Der Bundesrat darf dem Fernsehen DRS deshalb auch für die Berichterstattung aus dem Bundeshaus keine Weisungen erteilen.

Die Berichterstattung über das politische Geschehen in unserem Land gehört ohne Zweifel zum Leistungsauftrag der SRG, die konkrete Umsetzung dieses Auftrages ist jedoch Sache der SRG. Nach Auskunft der SRG erfolgt die deutschsprachige Berichterstattung aus dem Bundesrat und aus dem Bundeshaus im neuen Programm des Fernsehens DRS regelmässiger und zu früheren Zeiten. Ich denke insbesondere an die «Tagesschau» und an das Magazin «10 vor 10». In der «Tagesschau» wird heute tendenziell länger aus Bern berichtet als früher, in «10 vor 10» gegenüber der abgesetzten Sendung «Heute aus Bern» eher weniger lang. Die «Tagesschau» und «10 vor 10» haben aber ein wesentlich grösseres Stammpublikum. Die Berichte und Informationen aus dem Bundeshaus erreichen heute – so hat man uns gesagt – mehr Zuschauerinnen und Zuschauer als früher.

Dietrich: Ohne mich zur Qualität der Sendungen zu äussern, möchte ich doch dem Bundesrat eine weitere Frage stellen. Es ist nicht beantwortet worden, ob die Zeiten, die für die Berichterstattung aus dem Bundeshaus zur Verfügung stehen, reduziert wurden. Das ist nach Auffassung vieler Leute der Fall. Zeitknappheit führt notwendigerweise dazu, dass den polarisierenden Standpunkten vor allem Bedeutung beigemessen wird. Dadurch kommen die ausgleichenden, konsenssuchenden Meinungen zu wenig zum Zug. Das ist keine qualitative Beurteilung. Ich bin aber der Auffassung – und ich frage den Bundesrat, ob er diese nicht teilt –, dass das politische Klima leidet, wenn notgedrungenermassen nur ein- oder zweiseitig Bericht erstattet wird. Ich bin der Meinung, für das politische Klima ist der Bundesrat auch zuständig. Deshalb sollte er trotzdem bei der SRG – im Interesse dieses Klimas – vorstellig werden.

Bundesrat Ogi: Zunächst zur zeitlichen Frage bei der Berichterstattung. Ich wiederhole, dass die zeitliche Dauer der Berichterstattung, was die «Tagesschau» anbetrifft, länger geworden ist. In der Sendung «10 vor 10» nimmt hier im Vergleich zum «Bericht aus Bern» die Bundespolitik eher einen kleineren Raum ein. In bezug auf die Qualität hat sich der Bundesrat zu den Ausführungen und Sendungen nicht zu äussern. Der Bundesrat ist der Meinung, dass das Fernsehen und Radio sich Mühe geben und dass das Politische aus Bern heute in den elektronischen Medien nicht zu kurz kommt.

Frage 24:**Nussbaumer. Erweiterung des Nationalstrassennetzes?****Extension du réseau des routes nationales?**

Am letzten Tag der Herbstsession hat Herr Direktor Suter erklärt, es würden ein weiterer Bareggunnel und der Ausbau der Strecke Egerkingen–Rothrist auf sechs Spuren geplant. Woher kommt dieser Auftrag, nachdem der Bundesrat dem Parlament versprochen hat, eine Erweiterung des Nationalstrassennetzes stünde nicht zur Diskussion, bevor die Neubaustrecken der «Bahn 2000» fertiggestellt seien?

Bundesrat Ogi: Beim angesprochenen Grundsatzbeschluss vom 9. Juni 1987 über einen Verzicht auf die Erweiterung des Nationalstrassennetzes behielt sich der Bundesrat das Recht vor, für einzelne kurze Streckenabschnitte zusätzliche Fahrspuren beschliessen zu können, wenn diese unentbehrlich sind. Dies um die Funktionsfähigkeit der Strasse aufrechtzuerhalten und die Verkehrssicherheit zu gewährleisten. Mit Blick auf zunehmende Verkehrsstaus am Baregg Tunnel und gefährdete Verkehrssicherheit wird deshalb dieses Problem zu prüfen sein. In bezug auf den Ausbau der Nationalstrassenstrecke Egerkingen–Rothrist von vier auf sechs Spuren ist derzeit weder eine Abklärung noch eine Projektierung im Gange.

Nussbaumer: Ich bin sehr dankbar, vor allem über diese zweite Äusserung. Aber ich möchte doch fragen: Hält sich der Bundesrat daran? Beim Weiterausbau an N 1 und N 2 werden kleine Ein- und Ausfahrten und Verlängerungen gemacht. Wenn aber dann ganze Teilstücke kämen – der Baregg Tunnel ist immerhin schon ein rechtes Teilstück –, müssten diese Vorlagen dem Parlament zuerst vorgelegt werden. Noch eine Bemerkung zu Direktor Suter: Es wäre zu empfehlen, diesen Mann in die Abteilung Eisenbahnbau zu versetzen, damit er weniger voreilige Bemerkungen macht.

Bundesrat Ogi: Zur letzten Bemerkung: Herr Suter ist ein ausgezeichnete Ingenieur, ich würde ihn im ASB vermissen. Es wäre schade, wenn dieser gute Mann in ein anderes Amt verschoben würde.

Zum zweiten: In bezug auf den Baregg Tunnel hat der Kanton Aargau eine Arbeitsgruppe eingesetzt, die den Auftrag hat, einerseits die Möglichkeit des Einsatzes eines Verkehrsleitsystems – auch das ist vielleicht eine Möglichkeit – abzuklären, andererseits bauliche Massnahmen, u. a. die Machbarkeit einer dritten Tunnelröhre, zu prüfen.

Die dritte Frage, die Sie gestellt haben: Wer ist dann für die Genehmigung zuständig? Es ist der Bundesrat.

Frage 25:

Burckhardt. Filz zwischen SRG-Medien und Politikern? Médias SSR et milieux politiques. Inbrications d'intérêts

Im Bericht der Puk-EMD ist von einer Disziplinaruntersuchung die Rede, die von einem Bundesrichter geführt wurde. Der Richter steht im Wahlkampf um ein Regierungsamt. Eine Züricher Zeitung schrieb, dass Radio und Fernsehen den Kandidaten und hohen Offizier diskreditierten. Umstritten ist ein Streitgespräch im Radio DRS zwischen zwei Nationalräten aus dem Aargau über den Puk-EMD-Bericht. Man spricht von verwandtschaftlichen Beziehungen zwischen dem Radiomitarbeiter und einem der beiden Gesprächsteilnehmer, Mitglied der Puk EMD.
Fragen:

1. Kann der Bundesrat bestätigen, dass zwischen dem Radiomitarbeiter und einem der beiden eingeladenen Politiker verwandtschaftliche Beziehungen bestehen?
2. Trifft es zu, dass die Frau des Gesprächsleiters in jener Partei aktiv ist, die der Partei des Bundesrichters den Sitz streitig macht?
3. Wie beurteilt der Bundesrat – gegebenenfalls – diese Verflechtung zwischen SRG-Medien und der Politik?

Bundesrat Ogi: Sie haben drei Fragen gestellt:

1. Gestützt auf eine Stellungnahme der SRG kann der Bundesrat bestätigen, dass verwandtschaftliche Beziehungen zwischen einem Teilnehmer und dem Gesprächsleiter bestehen.
2. Dieser Punkt entzieht sich der Kenntnis des Bundesrates. Die SRG hat sich hierzu nicht geäussert.
3. Es ist nicht Sache des Bundesrates, hierzu Stellung zu nehmen. Verwandtschaftliche Beziehungen schliessen eine objektive Haltung des Gesprächsleiters nicht von vornherein aus. Im übrigen wäre es Sache der Unabhängigen Beschwerdeinstanz für Radio und Fernsehen, über eine allfällige Konzeptionsverletzung zu befinden.

Burckhardt: Die erste Zusatzfrage: Sind dem Bundesrat allenfalls noch andere Fälle – offenbar zulässiger – familiärer Beziehungen zwischen Politikern und Funktionären der SRG be-

kannt? Zweitens: Wäre der Bundesrat bereit, über die Unabhängige Beschwerdeinstanz hinaus hier allenfalls Untersuchungen anzustellen, welche zumindestens einen Teil der Nationalräte oder des Volkes beruhigen könnten? Und drittens: Sind keine reglementarischen Vorschriften vorhanden, welche diese Beziehungen zwischen Funktionären der SRG und an einer Sendung beteiligten Privatpersonen regeln?

Bundesrat Ogi: Sie haben drei weitere Fragen gestellt, Herr Nationalrat Burckhardt. Ich kann diese drei Fragen wie folgt beantworten:

1. Gibt es andere Fälle? Andere Fälle sind dem Bundesrat nicht bekannt. Ich betone: andere Fälle in bezug auf die Verwandtschaft zwischen SRG-Mitarbeitern und Parlamentariern.
2. Würde der Bundesrat etwas tun? Der Bundesrat würde etwas tun. Aber nur aufgrund eines Entscheides der Ubi, der Unabhängigen Beschwerdeinstanz.
3. Ist in den Reglementen etwas vorgeschrieben und enthalten in bezug auf diese verwandtschaftlichen Beziehungen? Nach meinen Kenntnissen ist in den Reglementen und in den Verordnungen nichts festgeschrieben.

Frage 26:

Reimann Maximilian. EWR-Verhandlungen Négociations EEE

Die jüngste EWR-Verhandlungsrunde in Brüssel verlief aus schweizerischer Sicht erneut wenig zufriedenstellend und offenbarte zunehmend auch Risse in der Solidarität der Efta-Staaten. Ich frage deshalb den Bundesrat an, ob er immer noch an den Abschluss eines für unser Land guten Vertrages glaubt, ob die Zersetzungserscheinungen innerhalb der Efta tatsächlich vorhanden sind und ob allenfalls mit personellen Mutationen im schweizerischen Verhandlungsteam unsere Position verbessert werden könnte.

Bundesrat Stich: Das Ziel des Bundesrates bleibt auch unter den heutigen Umständen die Aushandlung eines guten EWR-Vertrages. Deshalb konstatiert er mit Bedauern, dass gewisse kürzlich eingetretene Entwicklungen nicht dazu beitragen, den positiven Abschluss der Verhandlungen zu erleichtern. Trotz dieser Schwierigkeiten werden die schweizerische Efta-Präsidenschaft und die schweizerischen Unterhändler keine Anstrengung unterlassen, akzeptable Lösungen zu finden. Dies wird nur möglich sein, wenn unsere Partner aus der Gemeinschaft bereit sind, Anpassungsfähigkeit und Kreativität zu zeigen.

Anlässlich der letzten Sitzung der Verhandlungsgruppe hoher Beamter haben alle Efta-Länder die vom Schweizer Vorsitz vorgeschlagene Haltung unterstützt. Die schweizerische Verhandlungsdelegation hat sich bewährt und geniesst das volle Vertrauen des Bundesrates.

Frage 27:

David. IAO-Uebereinkommen Nr. 89 betreffend Nachtarbeit der Frauen

Travail de nuit des femmes. Convention no 89 de l'OIT

Die eidgenössischen Räte haben das Uebereinkommen Nr. 89 über die Nachtarbeit der Frauen am 29. März 1950 genehmigt, ebenso eine Aenderung dieses Abkommens am 2. Oktober 1962. Teilt der Bundesrat die Auffassung, dass eine Kündigung dieses Abkommens – ebenso wie die Ratifizierung – in jedem Fall eine Genehmigung der eidgenössischen Räte voraussetzen würde?

Bundesrat Stich: Nach schweizerischem Verfassungsrecht liegt es in der alleinigen Kompetenz des Bundesrates, völkerrechtliche Verträge zu kündigen. Eine allfällige Kündigung des Uebereinkommens betreffend das Nachtarbeitsverbot für Frauen müsste demzufolge nicht dem Parlament zur Genehmigung unterbreitet werden. Selbstverständlich wird der Bundesrat jedoch die Kündigung dieses Uebereinkommens nicht in Betracht ziehen, ohne zuvor die Meinungen der interessierten Kreise eingeholt zu haben. Dies hat er übrigens bereits 1977 in seinem Bericht über die 61. und 62. Tagung der Internationalen Arbeitskonferenz festgehalten.

David: Herr Bundesrat Stich, darf ich Sie fragen, ob das Parlament auch zu den interessierten Kreisen gehört, die Sie erwähnt haben?

Bundesrat Stich: Das Parlament gehört selbstverständlich immer zu den interessierten Kreisen. Sie müssen nur entsprechende Vorschläge oder Vorstösse vorlegen, wenn Sie mit der Meinung des Bundesrates nicht von vornherein einverstanden wären.

Frage 28:

**Fankhauser. Vollzugsnotstand beim Tierschutzgesetz
Protection des animaux. Exécution de la loi**

Knapp ein Jahr vor dem Ablauf der zehnjährigen Uebergangsfrist wurde festgestellt, dass viele Kantone bis Ende 1991 den Vollzug des Tierschutzgesetzes nicht realisieren werden.

Was will der Bundesrat vorgehen, damit die Bestimmungen des Tierschutzgesetzes eingehalten werden?

Bundesrat Stich: Es trifft zu, dass namentlich in Milchviehhaltungen die mehr als zehnjährige Uebergangspflicht zur Anpassung der Stallungen an die Tierschutzgesetzgebung nicht rechtzeitig zur Kenntnis genommen und genutzt wurde, obwohl das Bundesamt für Veterinärwesen Tierhalter und kantonale Behörden wiederholt informiert hat und obwohl mehrere Kantone eine aktive Information der Tierhalter durchgeführt haben. Es darf aber auch erwähnt werden, dass in Rindvieh-, Schweine-, Legehennen-, Wildtier- und Versuchstierhaltungen in den vergangenen neun Jahren viele Verbesserungen realisiert worden sind. Heute ist beispielsweise in 80 Prozent der Legehennenhaltungen die ab 1992 verbotene Käfighaltung durch tiergerechte Haltungssysteme ersetzt.

Das Bundesamt für Veterinärwesen hat die Kantone zu vermehrtem Engagement im Tierschutz aufgefordert und seine Aktivitäten im Rahmen der Oberaufsicht verstärkt. In bestimmten Fällen – Auslauf-, Stufen- und Altbetriebe für Rindvieh – ist sicher eine flexible Haltung im Vollzug angezeigt. Eine generelle Verlängerung der Uebergangsfrist steht aber nicht zur Diskussion. Es sind in erster Linie die Tierhalter selber, welche die seit über neun Jahren bekannten Vorschriften anzuwenden haben.

Der Bundesrat ist der Meinung, dass das Tierschutzgesetz wirksam vollzogen werden muss und dass eine generelle Verlängerung der Uebergangsfrist nicht angezeigt ist.

Frau Fankhauser: Zugunsten der Tiere, die auf diesen Schutz angewiesen sind, denke ich nicht, dass wir diese Frist verlängern müssten, aber wir müssten eventuell Sanktionen erwägen gegen die Leute, die das Gesetz innerhalb der nötigen Frist nicht beachten. Die Kantone sind zuständig für den Vollzug des Gesetzes.

Hat der Bundesrat Mittel, um die Kantone zu zwingen, dem Gesetz überhaupt zum Vollzug zu verhelfen?

Bundesrat Stich: Wenn das Parlament ein Gesetz verabschiedet, dann legt es in der Regel auch die Sanktionsmittel fest. Wenn es das getan hat, dann gibt es diese Sanktionsmittel, dann werden sie auch angewendet. Wenn nicht, dann ist es ein unvollkommenes Gesetz.

Frage 29:

Fischer-Seengen. Italienische Schwerverkehrsabgabe für Schweizer Lastwagen

Redevance italienne sur les camions suisses

Italien kennt den «diritto fisso», eine Art Schwerverkehrsabgabe. Bisher konnte die Einführung für Schweizer Lastwagen verhindert werden. Das schon mehrfach verlängerte Moratorium läuft Ende 1990 aus.

Kann damit gerechnet werden, dass das Moratorium weiter verlängert wird?

Wenn nicht, welche Massnahmen sind schweizerischerseits vorgesehen?

Bundesrat Stich: Der Bundesrat hat keinen Grund anzunehmen, dass das Moratorium nicht verlängert wird. Von seiten

des italienischen Transportministeriums ist zurzeit jedenfalls nichts Gegenteiliges bekannt.

Die Vorkehrungen zur Verlängerung des Moratoriums sind im Gange. In Rom kann auch heute kein Zweifel darüber bestehen, dass die Einführung eines *diritto fisso* umgehend mit einer Gegenmassnahme der Schweiz beantwortet werden müsste, beispielsweise mit einer Eingangsgebühr für italienische Fahrzeuge.

Question 30:

**Matthey. Sicherheitspolitik und sprachliche Minderheiten
La politique de sécurité concerne-t-elle aussi la Suisse romande et le Tessin?**

Les 12, 13 et 14 novembre dernier, la Confédération organisait un séminaire de formation consacré à la politique de sécurité. Destiné aux fonctionnaires fédéraux, ce séminaire était également ouvert à des parlementaires. Une quinzaine d'exposés ont été présentés. Aucun en français ou en italien. Tous les fonctionnaires fédéraux et les parlementaires sont-ils de langue allemande ou plus simplement aussi, n'y a-t-il pas de fonctionnaires supérieurs romands susceptibles de présenter cet objet? Le Conseil fédéral peut-il donner des explications sur cette situation?

Bundesrat Stich: Die sprachliche Zusammensetzung der Referate am Kolloquium «Sicherheitspolitik» in Montreux war atypisch. Bei den drei letzten vergleichbaren Kolloquien waren bei einem Total von 85 Referentinnen und Referenten 28 Romands im Einsatz.

Folgende Umstände führten zu dieser ausserordentlichen Situation, die wir bedauern: Die Rekrutierung von Referentinnen und Referenten zu diesem Thema gestaltete sich in unerwarteter Weise schwierig. Fünf Personen französischer Muttersprache konnten infolge Terminkollisionen unserer Anfrage nicht Folge leisten. Immerhin konnten wir für die Gruppenarbeiten eine Referentin und zwei Moderatoren aus der Westschweiz gewinnen. Die Leitung des Schluss-Panels erfolgte ebenfalls in französischer Sprache.

In der Diskussionsrunde war ein Parlamentarier aus der Romandie dabei. Bei allen Ausbildungsveranstaltungen wird grundsätzlich auf eine angemessene Vertretung des lateinischen Elementes geachtet. Aber manchmal ist es eben schwierig, entsprechende Teilnehmerinnen und Teilnehmer zu finden, besonders in Spezialgebieten.

M. Matthey: Nous ne pouvons pas nous satisfaire de la réponse que nous a donnée le chef du Département des finances.

La plupart des intervenants ont été de hauts fonctionnaires de la Confédération et il est évident qu'on manque de hauts fonctionnaires romands et tessinois pour présenter précisément les objets. D'autre part, les exposés qui ont été distribués auraient pu au moins faire l'objet de traductions en français.

Bundesrat Stich: Das ist richtig. Wir werden uns in Zukunft bemühen, wenigstens dafür zu sorgen, dass die Exposés auch in französischer Sprache vorliegen.

Fragestunde

Heure des questions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	03.12.1990 - 14:30
Date	
Data	
Seite	2104-2112
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 282

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.